

Paul-Gérard POUGOUÉ

- Agrégé de droit privé et de sciences criminelles
- Professeur émérite
- Consultant
- Doyen honoraire
- Ancien Vice-Recteur
- Ancien Secrétaire général de ministère

Titres de notabilité :

Nzeu Mwambe Soo Nseuc Nguek (Village Bakou) Nzeu Soo Pokam (Village Badjiéko)

Distinctions honorifiques :

- Grand officier de l'Ordre de la Valeur (Cameroun)
- Commandeur de l'Ordre de la Valeur (Cameroun)
- Officier de l'Ordre de la Valeur (Cameroun)
- Chevalier de l'Ordre de la Valeur (Cameroun)
- Médailles d'Honneur du travail en vermeil, en argent, en or (Cameroun)
- Officier de l'Ordre national du Mérite (France)
- Officier de l'Ordre national de la République du Bénin
- Commandeur des Palmes Académiques de l'Organisation Internationale des Palmes
- Académiques (OIPA) du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)
- Officier des Palmes Académiques de l'Organisation Internationale des Palmes
- Académiques (OIPA) du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)
- Diplômé d'Honneur de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)

Ouvrages collectifs dédiés :

- « De l'esprit du droit africain », Mélanges en l'honneur de Paul-Gérard POUGOUÉ, Wolters Kluwer, CREDIJ, 2014, 802 pages.

« L'obligation », Études offertes au Professeur Paul-Gérard POUGOUÉ, L'Harmattan Cameroun, 2015, 1104 pages.

- Développement durable en Afrique », en l'honneur au Professeur Paul-Gérard POUGOUÉ, Presses de l'UCAC, Yaoundé, 2016, 349 pages.

Sociétés savantes :

- Membre de la Société Internationale du Droit du Travail et de la Sécurité Sociale.
- Membre de la Fondation Internationale pour l'Enseignement du Droit des Affaires.
- Membre de l'Association Henri Capitant.
- Membre de la Société de la Législation de Droit Comparé.

Activités Scientifiques Africaines et Internationales :

- Membre du Conseil Scientifique de l'AUPELF-UREF (Agence Universitaire Francophone) 1993-2001.
- Membre du Conseil Scientifique de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (MSHA) Bordeaux (France) de 2001 à 2014.
- Membre du Conseil Scientifique et de Gestion de l'Institut pour le Développement de l'Enseignement Supérieur Francophone (IDESUF) Bordeaux, France.
- Membre du Conseil d'administration et du Conseil scientifique de l'Université d'Afrique Centrale (UCAC), 1990, 2004 ; Président du Conseil scientifique (2016-2019)
- Membre (1993, 1995), puis Président (1997, 1999, 2009) du jury du Concours d'Agrégation CAMES, Section Droit Privé. Rapporteur Général, XVII Congrès Mondial du Droit du Travail et de la Sécurité sociale, Uruguay, 3-5 septembre 2003. Parrain de la Ve Promotion (2004) de la formation régionale en droits humains sous la coordination scientifique de la Chaire UNESCO des droits de la personne et de la démocratie, Université d'Abomey-Calavy, République du Bénin
- Professeur invité ou associé à plusieurs universités étrangères (Bordeaux, Montpellier, Limoges, Paris X-Nanterre, Tours, Dakar, Saint-Louis, Cotonou, Szeged (Hongrie), Lodz, Evry Val d'Essonne, Institut International de Droit de Développement (IDLI) à Rome), Institut de hautes Études Francophones (IHEF) à la Chamarande en France, Lyon III Jean Moulin, Strasbourg Robert Schuman.

- Grand Conférencier à l'École Régionale Supérieure de Magistrature (ERSUMA) Porto Novo.
- Coordination Scientifique de la Collection Droit Uniforme Africain, Juriscope (Poitiers) et AUF.
- Coordination Scientifique du « Code Vert », Traité et Actes uniformes OHADA commentés et annotés, Juriscope.
- Coordination scientifique du Programme de formation en ligne sur le Droit OHADA, www.ohada.com, UNIDA, AUF_Membre du Conseil de l'OIPA/CAMES.
- Titulaire de la Chaire UNESCO Droit, Éthique, Société, partagée Université Yaoundé II - Université de Nantes.
- Depuis 2010, Président du Conseil scientifique du Centre Régional Africain de l'Administration du Travail (CRADAT), Yaoundé.
- Depuis juillet 2009, Membre de la Commission d'Experts pour l'application des conventions et recommandations du Bureau International du Travail (BIT).
- Depuis 2023, Président du Conseil Consultatif de l'Académie Africaine pour la Pratique du Droit International (AAPDI), Paris.

Principaux travaux scientifiques

A. Ouvrages

1. *La famille et la terre. Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun*, Thèse de doctorat d'État, Droit, Bordeaux, 1977.
2. *Jurisprudence Sociale Annotée*, tome I, 1986/1987, (avec la collaboration de M. Venant Tchokomakoua).
3. *Jurisprudence Sociale Annotée*, tome II, 1986/1987, (avec la collaboration de M. Venant Tchokomakoua).
4. *Jurisprudence Sociale Annotée*, tome III, 1987/1988 (avec la collaboration de M. Venant Tchokomakoua et de Djuikouo Joséphine).
5. *Précis de droit du Travail et de la Prévoyance au Cameroun*, tome 1, Rescue Afrique et Presses Universitaires du Cameroun 1988, 333 pages.
6. *Droits de l'Homme en Afrique Centrale* (en Codirection avec D. Maugenest), Karthala, Paris, 1996, 282 pages.
7. *Code Camerounais de 1992 annoté*, PUC, Yaoundé, 1997, 540 pages.

8. *Traité et textes OHADA commentés et annotés* (en codirection avec J. ISSA SAYEGH et M. FILIGA SAWADOGO) Juriscope, Poitiers, 1999.
9. *Droit des Sociétés Commerciales et du groupement d'intérêt économique OHADA*, P.U.A, Yaoundé, 1998, 638p (en collaboration avec Mme Nguebou Toukam et F. Anoukaha).
10. *OHADA : présentation générale et procédure*, PUA, Yaoundé, 1998, 90 pages.
11. *L'organisation des Procédures Collectives d'apurement du passif OHADA*, PUA, Yaoundé (collaboration avec Kalieu Yvette).
12. *Droit de l'arbitrage dans l'espace OHADA*, PUA Yaoundé, 2000, 506 pages. (en collaboration avec J. M. TCHAKOUA et A. FENEON.
13. *Sociétés commerciales et GIE* (sous la coordination de P.G. POUGOUE), collection droit uniforme, Bruylant, Bruxelles, 2002, 589 pages.
14. *La saisie immobilière OHADA* (en collaboration avec Me Fidèle TEPPI KOLOKO) PUA, Yaoundé, 2005, 155 pages.
15. *La saisie attribution des créances OHADA* (en collaboration avec Me TEPPI KOLOKO) PUA, Yaoundé, 2005, 117 pages.
16. *Le statut du commerçant dans l'espace OHADA* (en collaboration avec FOKO ATHANASE) PUA, Yaoundé, 2005, 261 pages.
17. *Introduction critique à l'OHADA*, (en collaboration avec Yvette Kalieu Elongo), PUA, Yaoundé, 2008, 220 pages.
18. *Les grandes décisions de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage* (en co.direction avec M. Sylvain Sorel KUATE TAMEGUE), Paris, L'Harmattan, 2010, 694 pages.
19. *Encyclopédie du Droit OHADA* (sous la direction de P.G. POUGOUE) Lamy, Paris, 2011, 2200 pages.
20. *L'Entrepreneur OHADA* (en collaboration avec Sylvain Sorel KUATE TAMEGUE), PUA, Yaoundé, 2013, 267 pages.
21. *Saisies et mesures conservatoires de droit OHADA* (en collaboration avec Njeufack Temgoua), PUA, Yaoundé, 2015, 168 pages.
22. *Introduction générale au droit OHADA*, collection Droit uniforme africain, Juriscope, Université de Poitiers, 2021 (en collaboration avec Yaya Bodian, Mohamed Bachir Niang, Dorothé C. Sossa et Jean Claude Tcheuwa), 300 pages.
23. *Droit camerounais du travail*, Tome I, Relations individuelles du travail, 2^e édition (en collaboration avec Miendjiem Isidore Léopold), PUA, Yaoundé 2021, 504 pages.

24. *La saisie immobilière OHADA* (en collaboration Avec Me Fidèle TEPPI KOLOKO) 4^e édition, PUA, Yaoundé, 2022, 1110 pages.
25. *Droit pénal du travail Camerounais* (en collaboration avec MOUTHIEU épouse NJANDE Monique Aimée), l'Hamattan, Paris, 2023, 484 pages.
26. *Il fallait en dire un mot*, Les impliqués éditeur, Paris, 2023, 251 pages.
27. *Introduction générale droit OHADA*, Juriscope, Poitiers, 2024.
28. *Fragments juridiques*, Juriscope, Poitiers, sous presse.

B. Articles de Doctrine

a. Théorie générale de droit, droits fondamentaux, droit civil, droit international privé

1. Le nouveau régime foncier coutumier en Afrique Noire d'expression française, *Encyclopédie Juridique de l'Afrique*, Tome 5, 1982, pp. 247 à 253.
2. Le nouveau régime foncier de l'immatriculation en Afrique Noire d'expression française, *Encyclopédie Juridique de l'Afrique*, Tome 5, 1982, pp. 254 à 261.
3. Les effets du Mariage dans l'ordre des rapports personnels (étude de droit africain comparé) *Encyclopédie Juridique*, Tome 6, 1982.
4. Empiètement sur le terrain d'autrui *Rev. Cam. Droit*, 1977 n° s 13 et 14 p. 25 et s.
5. Le droit des conflits de lois et la stratégie du développement en Afrique, in *l'Afrique, l'OUA et le Nouvel Ordre Économique*, ouvrage collectif, Paris 1984.
6. Le droit et l'équité. À propos des tendances jurisprudentielles Camerounaises sur la responsabilité des commettants, *Revue Camerounaise de Droit*, Yaoundé 1986, n°s 31 et 32, pp. 41 à 56.
7. Considérations sur le droit « traditionnel » devant la Cour Suprême du Cameroun, in actes du colloque sur les Juridictions suprêmes en Afrique, T. IV, *Economica*, Paris, 1988.
8. Commentaire de la loi n° 89/018 du 18 juillet 1986 portant modification de la loi n° 75/16 du 8 décembre 1975 fixant la procédure de fonctionnement de la Cour Suprême, (en collaboration avec M. KAMTO Maurice), *Juridis Info*, n° 1 1990, p. 6 et s.
9. Commentaire de la loi n° 89/019 du 29 décembre modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 72/40 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire (en collaboration avec MM. THOKOMAKOUA et ANOUKAHA), *Juridis Info*, n° 2, 1990, p. 7 et s.

10. Commentaire de la loi n° 89/021 du 29 décembre 1989 fixant une procédure simplifiée de recouvrement des créances, *Juridis Info* n° 3 1990, p. 38 et s.
11. Le Comité National des Droits de l'Homme et des Libertés, Communication au Colloque de l'Ile Maurice sur « *l'effectivité des Droits fondamentaux* », 28 septembre-1^o octobre 1993.
12. Protection des droits fondamentaux et systèmes juridiques (rapport camerounais) communication au colloque de l'Ile Maurice, 28 septembre 1^o octobre 1993.
13. Reconnaissance, voies de recours et exécution des sentences arbitrales OHADA, Colloque de Ouagadougou, 12, 13 et 14 décembre 1996.
14. Une lecture de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, in *Droits de l'Homme en Afrique Centrale*, Karthala, 1996, pp. 31 à 45.
15. Législation comparée, Cameroun fasc1 (Introduction, Droit des personnes physiques, conflits) éditions du Jurisclasseur Droit Comparé, notarial formulaire, 1996 (avec la collaboration F. Anoukaha).
16. Observation sous C.S. 27 janvier 1997 *Rev. Cam. Droit* n° s 13 et 14, pp. 173 et s.
17. La répression des infractions au droit internationale humanitaire dans le Code pénal camerounais, séminaire sur la mise en œuvre du droit international humanitaire au Cameroun, Yaoundé, 2223 mars 2000.
18. Le défi de droit, in 20 défis pour le millénaire, *éd FX. De Guibert*, Paris 2000 pp. 274 à 285.
19. La législation camerounaise et la protection des Droits de l'Homme, *Cahier africain des droits de l'homme*, n° 4 juillet 2000, pp. 101 à 119.
20. L'Afrique face aux défis de l'Universalisation de la démocratie, de la gouvernance et des droits de l'homme, colloque international, Yaoundé, 2000.
21. Droits de l'Homme, Universalisme ou Multiculturalisme, communication ; centre culturel français, Yaoundé, 20 mars 2001.
22. L'application spatiale du nouveau droit OHADA de la vente commerciale et le droit international privé : une réforme inachevée, (avec la collaboration de Gérard Ngoumtsa Anou), in *Mélanges Jean-Michel Jacquet*, 2015.

b. Droit du travail et de la sécurité sociale, justice sociale

23. La perte de confiance consécutive à des poursuites répressives dans la jurisprudence sociale camerounaise, *Revue Camerounaise de Droit*, 1984 n° 26 pp. 13 et s.

24. Réflexions sur la protection des délégués du personnel contre les licenciements en droit du travail camerounais, *Revue Camerounaise de Droit*, 1984, n° 27.
25. L'entrave à l'exercice des fonctions du délégué du personnel (À propos des arrêts n°s 60/S du 22 mai 1986 et 131/S du 17 septembre 1987 de la Cour suprême), *Jurisprudence sociale annotée*, tome II, 1986-1987, pp. 27 à 44.
26. Les enjeux du Droit de travail en Afrique Noire d'expression française. *Bulletin Comptrasec* Bordeaux, 1, 1987 p. 3 et s.
27. Fonctionnaire en détachement (en cosignature avec M. TCHOKOMAKOUA) *Rec. Penant* 1988, n° 798 p. 314 et s.
28. La mobilité de la main d'œuvre en UDEAC colloque Friedrich Ebert, Yaoundé, 1999.
29. Relecture des articles 37, 39, 40 et 41 du Code camerounais du travail relatif à la rupture des relations de travail pour des motifs non économiques, *Rec. Penant* 1990, n° 802 p. 157 et s.
30. La « contractualisation » des relations de travail : quel débat...pour quel résultat ? *Juridis info*, n° 2, 1990 p. 65 et s.
31. Idéaux de la révolution française et droit du travail en Afrique Noire Francophone, in *Liberté, Égalité, Fraternité, Actualité en droit social, COMPTRASEC*, édition L.C.F. Lycofac, Bordeaux, 1990 pp. 213 à 232.
32. Les entreprises en difficultés et le droit du travail : les interrogations africaines, communication au XX^e congrès de l'IDEF, Libreville 6-12 mai 1990.
33. Commentaire de la loi n° 92/0070 du 14 août 1992 portant code du travail, *Juridis info* n° 12, 1992 p. 1 et s.
34. Le petit séisme du 14 août 1992, in Les orientations du droit du travail camerounais après la réforme du 14 août 1992. *Revue Juridique Africaine*, 1994, pp. 7 à 37.
35. L'apport du Droit de Travail Comparé à la construction de l'ordre juridique du travail en Afrique Noire francophone, *Bulletin COMPTRASEC* Bordeaux, 1994, pp. 64 à 75.
36. Droit du travail et P.M.E. communication colloque international de Moncton, Canada, octobre 1994.
37. Réflexions sur l'apport des droits fondamentaux à l'évolution du droit du travail, *Annales de la faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang*, 1997, T.1, p. 5 et s.
38. Les sources du droit de travail en Afrique Noire d'expression française ? *Revue Tunisienne de Droit Social*, 1999, p. 1 et s.

39. Le difficile enracinement de la négociation en droit de travail camerounais, (en collaboration avec Jean Marie Tchakoua), *Afrilex* n° 00 janvier 2000.
40. Nouveaux enjeux du droit de travail en Afrique Noire francophone et dynamique syndicale, in *Mélanges J.M. VERDIER* Dalloz, Paris, 2001.
41. Le droit au travail, communication, deuxième Journée d'Étude des chaires et Instituts de l'Afrique de l'Ouest et Centrale travaillant dans le domaine des Droits de l'Homme, de la Démocratie et de la Paix, Cotonou, 28-30 Juillet 2003.
42. La protection des sans-emploi, Communication, XVIIe Congrès Mondial Droit du Travail et de la Sécurité Sociale, Montevideo, Uruguay, 3-5 septembre 2003.
43. Les droits fondamentaux de l'homme au travail dans les traités africains, in Mondialisation et droits fondamentaux (sous la direction de I. Daugareilh), *Brylant, LGDJ*, Paris, 2005, pp. 121 à 138.
44. L'idéal de fraternité en droit social des pays de l'Afrique Noire francophone, in Les liens et les droits, *Mélanges J.P. Laborde*, Dalloz, Paris, 2015, pp. 408 et s.
45. Travail décent : Un étendard de combat pour le partage des valeurs autour du travail et de l'homme au travail, *Revue Scientifique du CRADAT*, n° 2, 2019, pp. 3 à 12.
46. Le droit social camerounais et l'atténuation des pressions de la pandémie de la COVID-19 sur le monde du travail, *Revue Scientifique du CRADAT*, n° 4, 2021.

c. Droit des affaires, droit OHADA

47. Le mouvement coopératif au Cameroun, *Revue d'économie sociale*, Paris, Janvier 1987 pp. 181 à 199.
48. Commentaire de l'ordonnance n° 003 du 270 avril 1990 modifiant et complétant les dispositions de l'ordonnance n° 85/002 du 31 août 1885 relative à l'exercice de l'activité des établissements de crédit, *Juridis-Info* n° 3, 1990 p. et s.
49. La notion de contrat d'assurance dans le Code CIMA, *Revue de l'Assureur Africain*, numéro spécial, juillet 1996.
50. Scolie sur le Code des Sociétés U.D E.A.C., *Revue Juridique Africaine*, 1997/1, p. 7 et s.
51. OHADA, instrument d'intégration juridique, Journées Ivoiriennes Association CAPITANT, Abidjan 2002, *Revue Africaine des Sciences Juridiques*, vol. 2, n° 1, 2001, pp. 11 à 30.

52. OHADA et intégration économique, in *Dynamique de développement, Mélanges en l'honneur de Georges Walter NGANGO*, Montchrestien, Paris, 2003, pp. 575 à 578.
53. Les sociétés d'État à l'épreuve du droit OHADA, *Juridis Périodique*, Janvier-Mars 2006, n° 65, pp. 99 et s.
54. L'impact de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique sur le contrôle et le développement des entreprises locales, *Juridis Périodique*, n° 66 Avril-Juin 2006, pp. 107 à 116.
55. La spécificité du modèle OHADA, Communication Colloque sur « Le rayonnement des modèles d'intégration », Strasbourg, février 2008.
56. L'avant-projet d'Acte uniforme OHADA sur le droit des contrats : les tribulations d'un universitaire. www.ohada.com D-07-41.
57. Droit OHADA et théories juridiques, *Revue de l'ERSUMA*, Porto-Novo, n° spécial (novembre – décembre 2011, p. 9 et s.).
58. Prescription extinctive commerciale OHADA, *Encyclopédie du Droit OHADA*, Paris, Lamy, 1^{ère} édition 2014, p. 1402.
59. Notion d'acte uniforme, *Encyclopédie du Droit OHADA*, Paris, Lamy, 1^{ère} édition 2014, p. 19.
60. Notion d'arbitrage, (en collaboration avec Gaston Kenfack Douajni), *Encyclopédie du Droit OHADA*, Paris, Lamy, 1^{ère} édition 2014, p. 1170.
61. Notion de droit OHADA, *Encyclopédie du Droit OHADA*, Paris, Lamy, 1^{ère} édition 2014, p. 1203.
62. Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, *Encyclopédie du Droit OHADA*, Paris, Lamy, 1^{ère} édition 2014, p. 1316.
63. Les quatre piliers cardinaux de la sagesse du droit OHADA, in « *Les horizons du droit OHADA* », *Mélanges M. Samadogo Filiga*, CREDJ, Cotonou 2018, pp. 391 à 404.
64. Le législateur interne et la vitalité du droit OHADA, in « *L'effectivité du droit, De l'aptitude du droit objectif à la satisfaction de l'intérêt particulier* », *Mélanges en l'honneur du Professeur François Anoukaba*, L'Harmattan 2021, p. 37 à 46.

Yaoundé, le 06 juin 2024